

Art. 14. De kandidaat die de orde verstoort, of die bedrog pleegt of poogt te plegen, wordt door de voorzitter van de jury uitgesloten.

De kandidaten mogen, op straffe van onmiddellijke uitsluiting, noch met elkaar communiceren, noch notities of boeken raadplegen buiten de eventueel toegestane documentatie, noch gebruik maken van een draagbare computer, een telefoon, een mp3-speler of elk gelijkaardig multimediamiddel.

De kandidaten mogen enkel gebruik maken van de antwoordbladen, kladschriften en de computer die hen eventueel ter beschikking worden gesteld.

Art. 15. Geen enkele kandidaat mag nog tot de proef worden toegelaten na het begin ervan, behalve met de instemming van de voorzitter.

De kandidaten mogen de plaats van de proef pas verlaten na het in de oproepingsbrief vermelde tijdstip, behalve met de instemming van de voorzitter van de jury.

HOOFDSTUK IV. — *Resultaten*

Art. 16. De antwoorden die niet overeenkomstig de voorschriften zijn gegeven, worden niet in aanmerking genomen.

Art. 17. Behalve in geval van geïnformatiseerde proeven of gedeelten van proeven, geven de leden van de jury de punten door middel van een evaluatioerooster. De evaluatioerooster beoordeelt de technische en gedragsgerelateerde vaardigheden van de kandidaat en zijn motivering ten opzichte van de vereiste vaardigheden om de functie uit te oefenen zoals bepaald in de functieomschrijving. De evaluatioerooster wordt vóór de functieproef vastgesteld door de Directie Selectie, rekening houdend met de adviezen van de leden van de jury.

Art. 18. Met de goedkeuring van SELOR wordt een proces-verbaal na beraadslaging van de jury door de Directie Selectie opgemaakt.

Elke kandidaat wordt per post of per e-mail op de hoogte gebracht van zijn uitslagen op de functieproef of op de gedeelten ervan.

HOOFDSTUK V. — *Delegaties*

Art. 19. De delegaties toegekend aan de directeur van de Directie Selectie krachtens dit besluit worden tijdens de duur van zijn afwezigheid of verhinderingsperiode toegekend aan het door hem daartoe aangewezen personeelslid van niveau A van de Directie of, bij gebrek aan een dergelijke aanwijzing, aan de inspecteur-generaal van het Departement Beheer Human Resources.

HOOFDSTUK VI. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 20. Dit besluit is mutatis mutandis van toepassing op de bijkomende proeven van de vergelijkende wervingsexamens die aan de geslaagden vanaf de inwerkingtreding ervan worden meegegeeld.

De in het eerste lid bedoelde vergelijkende wervingsexamens zijn de vergelijkende wervingsexamens georganiseerd overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode in de versie geldend vóór 1 september 2014.

Art. 21. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2014.

Art. 22. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 12 juni 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/204440]

19 JUIN 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et y insérant l'annexe XXXII

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les articles 17 et 83, modifié par les décrets du 19 septembre 2002 et du 21 juin 2012;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'avis n° 2014/000984 de la Cellule autonome d'avis en développement durable, donné le 9 avril 2014;

Vu l'avis n° 56.322/4 du Conseil d'Etat donné le 4 juin 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2012/27/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relative à l'efficacité énergétique, modifiant les Directives 2009/125/CE et 2010/30/UE et abrogeant les Directives 2004/8/CE et 2006/32/CE.

Art. 2. L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, modifié pour la dernière fois par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 février 2014, est complété par l'alinéa suivant :

« La demande de permis d'environnement comprend, outre les renseignements demandés dans le formulaire visé à l'alinéa 1^{er}, les informations reprises à l'annexe XXXII, lorsque :

1° une nouvelle installation de production d'électricité thermique d'une puissance thermique totale supérieure à 20 MW est planifiée;

2° une installation existante de production d'électricité thermique d'une puissance thermique totale supérieure à 20 MW fait l'objet d'une rénovation substantielle;

3° une installation industrielle d'une puissance thermique totale supérieure à 20 MW génératrice de chaleur fatale à un niveau de température utile est planifiée ou fait l'objet d'une rénovation substantielle;

4° un nouveau réseau de chaleur et de froid est planifié, ou, dans un réseau de chaleur et de froid existant, une nouvelle installation de production d'énergie d'une puissance thermique totale supérieure à 20 MW est planifiée ou une telle installation existante fait l'objet d'une rénovation substantielle.

La rénovation substantielle d'une installation s'entend comme une rénovation dont le coût dépasse cinquante pourcents du coût d'investissement pour une unité neuve comparable.

L'installation d'équipements de captage de dioxyde de carbone produit par une installation de combustion en vue de son stockage géologique conformément au décret du 10 juillet 2013 relatif au stockage géologique du dioxyde de carbone n'est pas considéré comme une rénovation aux fins des points 2°, 3° et 4° de l'alinéa précédent. »

Art. 3. L'article 30 du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« La demande de permis unique comprend, outre les renseignements demandés dans le formulaire visé à l'alinéa 1^{er}, les informations reprises à l'annexe XXXII, lorsque :

1° une nouvelle installation de production d'électricité thermique d'une puissance thermique totale supérieure à 20 MW est planifiée;

2° une installation existante de production d'électricité thermique d'une puissance thermique totale supérieure à 20 MW fait l'objet d'une rénovation substantielle;

3° une installation industrielle d'une puissance thermique totale supérieure à 20 MW génératrice de chaleur fatale à un niveau de température utile est planifiée ou fait l'objet d'une rénovation substantielle;

4° un nouveau réseau de chaleur et de froid est planifié, ou, dans un réseau de chaleur et de froid existant, une nouvelle installation de production d'énergie d'une puissance thermique totale supérieure à 20 MW est planifiée ou une telle installation existante fait l'objet d'une rénovation substantielle.

La rénovation substantielle d'une installation s'entend comme une rénovation dont le coût dépasse cinquante pourcents du coût d'investissement pour une unité neuve comparable. L'installation d'équipements de captage de dioxyde de carbone produit par une installation de combustion en vue de son stockage géologique conformément au décret du 10 juillet 2013 relatif au stockage géologique du dioxyde de carbone n'est pas considéré comme une rénovation aux fins des points 2°, 3° et 4° de l'alinéa précédent. »

Art. 4. Dans le même arrêté, il est inséré une annexe XXXII, qui est jointe en annexe au présent arrêté.

Art. 5. Les demandes de permis introduites avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté ainsi que les recours administratifs y relatifs sont traités selon les règles et la procédure en vigueur au jour de l'introduction de la demande.

Art. 6. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 juin 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Annexe

Annexe XXXII

Principe de l'analyse coût avantage individuelle

1. Descriptions des installations

L'exploitant joint à sa demande de permis une analyse cout-avantage. Celle-ci consiste à comparer deux scénarii : le projet initial et l'installation de référence (selon le tableau ci-dessous), au moyen d'une analyse financière basée sur les concepts de VAN (valeur actuelle nette) et TRI (taux de rentabilité interne).

Installations planifiées	Installations de référence
Une installation de production d'électricité thermique dont la puissance thermique totale est supérieure à 20 MW est planifiée	Cette même installation fonctionnant en mode cogénération à haut rendement
Une installation de production d'électricité thermique dont la puissance thermique totale est supérieure à 20 MW fait l'objet d'une rénovation substantielle	Cette même installation fonctionnant en mode cogénération à haut rendement
Une installation industrielle d'une puissance thermique totale supérieure à 20 MW génératrice de chaleur fatale à un niveau de température utile est planifiée ou fait l'objet d'une rénovation substantielle	Cette même installation dont la chaleur fatale est valorisée en vue de satisfaire à une demande justifiée du point de vue économique, y compris par la cogénération, et du raccordement de cette installation à un réseau de chaleur et de froid
Un réseau de chaleur et de froid ou une installation de production d'énergie d'une puissance thermique totale supérieure à 20 MW dans un réseau de chaleur et de froid existant est planifié ou fait l'objet d'une rénovation substantielle	Ce même réseau alimenté par une valorisation de la chaleur fatale provenant des installations industrielles situées à proximité

Si l'installation prévue est entièrement électrique ou sans valorisation de chaleur, il est procédé à une comparaison entre l'installation prévue ou la rénovation prévue et une installation équivalente produisant la même quantité d'électricité ou de chaleur industrielle tout en valorisant la chaleur fatale et en fournissant de la chaleur par la voie de cogénération à haut rendement ou des réseaux de chaleur et de froid.

L'analyse comprend une description de l'installation planifiée et de l'installation de référence, elle mentionne notamment :

- 1° les capacités électriques et thermiques;
- 2° le type de combustibles;
- 3° l'utilisation prévue;
- 4° le nombre d'heures d'exploitation prévu;
- 5° la localisation;
- 6° la demande en électricité et chaleur (en ce compris la demande des points voisins envisagés), la distance maximum à considérer pour les demandes en électricité et chaleur est définie en fonction de la satisfaction d'une demande économiquement justifiée.

2. Méthode de calcul

L'analyse est basée sur une analyse financière reflétant les flux de trésorerie liés aux investissements et à leur exploitation.

Le principe de calcul est le suivant :

$$VAN = -I + \sum_{t=1}^n \frac{F_t}{(1+i)^t} + VR$$

Où

I = montant d'investissement
 F = cash généré par l'investissement
 n = durée de vie du projet
 i = taux d'actualisation
 VR = valeur résiduelle

Le taux de rentabilité interne du projet est également calculé (taux qui annule la VAN).

2.1. Paramètres à prendre en compte

Les hypothèses de travail sont définies, au niveau technique et économique.

Tous les éléments techniques permettant de calculer les montants nécessaires à l'analyse y sont inclus, dont notamment :

- 1° puissances primaire, thermiques et électriques;
- 2° rendement électrique, thermique;
- 3° part d'autoconsommation;
- 4° nombre d'heures de fonctionnement annuel à pleine charge;
- 5° pertes de réseau, pertes de distribution;
- 6° la durée de vie économique.

Les éléments économiques nécessaires tiennent compte notamment :

- 1° du taux d'inflation;
- 2° du coût et de l'évolution des coûts de l'électricité revendue/autoconsommée, de la chaleur revendue/autoconsommée, des intrants;
- 3° des coûts d'injection sur le réseau;
- 4° le montant d'investissement net, qui tient compte notamment du coût du génie civil et des infrastructures, des systèmes, des unités de stockage, des remises en état importantes éventuelles, des coûts éventuels liés à l'alimentation par un réseau de chaleur d'un ensemble de bâtiments ou d'une partie de la ville, de la connexion au réseau, de la main d'œuvre et de l'étude, des frais de certification, des aides financières éventuelles;
- 5° les flux de trésorerie liés à l'investissement, dont :
 - a) les gains : ventes d'électricité et de chaleur, coût évités (autoconsommation), l'aide à la production d'énergie, gain CO₂, etc.;
 - b) les frais opérationnels : frais d'entretien et de maintenance, coût des combustibles, les coûts d'approvisionnement en chaleur et électricité, etc.;
 - c) les charges fiscales;
 - d) les économies fiscales sur amortissement;
- 6° la valeur résiduelle ou valeur de revente de l'installation, en cas de revente ou cession avant amortissement complet.

2.2. Actualisation

Les flux de trésorerie sont actualisés au moyen d'un taux d'actualisation, défini comme le coût moyen pondéré du capital.

Le coût moyen pondéré du capital (ou WACC) post-tax se formule de la manière suivante :

$$WACC = g*i*(1-t) + (1-g)*r$$

Où

g = poids des dettes, et donc 1-g = poids des fonds propres
 i = taux d'emprunt
 r = return espéré des actionnaires
 t = taux imposition

Le coût des fonds propres (r) sera constitué de 2 composantes :

- 1° taux de rentabilité sans risque;
- 2° prime de risque lié au projet.

$$r = r_f^* + \beta (r_m - r_f)$$

Où

r_f = taux de rentabilité sans risque (taux OLO)
 r_m = rentabilité espérée du marché financier (indice boursier)
 β = mesure du risque de la société par rapport au marché

Si applicable, l'investisseur prend en compte l'impact fiscal des intérêts notionnels sur le coût des fonds propres. L'investisseur démontre comment il arrive au taux d'actualisation choisi pour les scénarii.

3. Critère d'évaluation

Sur base de cette analyse, les VAN et TRI des deux scénarii sont comparés. Dans le cas où les résultats de VAN et TRI conduisent à des opportunités d'investissement contradictoires, priorité est donnée au critère de VAN.

Lorsque l'analyse financière du projet présenté à permis d'environnement ou à permis unique est moins favorable que l'alternative présentée par la référence, le résultat de l'analyse coût avantage individuelle est considéré comme défavorable au projet.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juin 2014 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et y insérant l'annexe XXXII.

Namur, le 19 juin 2014.

Le Ministre-Président,
 R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
 Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/204440]

19. JUNI 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und zur Einfügung der Anlage XXXII

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, Artikel 17 und 83, abgeändert durch die Dekrete vom 19. September 2002 und 21. Juni 2012;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

Aufgrund des am 9. April 2014 abgegebenen Gutachtens Nr. 2014/000984 der autonomen Zelle zur Abgabe von Gutachten im Bereich der nachhaltigen Entwicklung;

Aufgrund des am 4. Juni 2014 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 2°, der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 56.322/4;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 2012/27/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 25. Oktober 2012 zur Energieeffizienz, zur Änderung der Richtlinien 2009/125/EG und 2010/30/EU und zur Aufhebung der Richtlinien 2004/8/EG und 2006/32/EG teilweise umgesetzt.

Art. 2 - Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Februar 2014, wird um folgenden Absatz ergänzt:

"Der Antrag auf eine Umweltgenehmigung umfasst neben den im in Absatz 1 genannten Formular beantragten Auskünften ebenfalls die in Anlage XXXII genannten Informationen, wenn

1° eine neue thermische Stromerzeugungsanlage mit einer thermischen Gesamtleistung von mehr als 20 MW geplant wird;

2° eine vorhandene thermische Stromerzeugungsanlage mit einer thermischen Gesamtleistung von mehr als 20 MW erheblich modernisiert wird;

3° eine Industrieanlage mit einer thermischen Gesamtnennleistung von mehr als 20 MW, bei der Abwärme mit einem nutzbaren Temperaturniveau entsteht, geplant oder erheblich modernisiert wird;

4° ein neues Fernwärme- oder Fernkältenetz geplant wird, oder eine neue Energieerzeugungsanlage mit einer thermischen Gesamtnennleistung von mehr als 20 MW in einem bestehenden Fernwärme- oder Fernkältenetz geplant oder eine derartige bestehende Anlage erheblich modernisiert wird.

Eine erhebliche Modernisierung ist eine Modernisierung, deren Kosten mehr als 50 % der Investitionskosten für eine neue vergleichbare Anlage betragen.

Der Einbau von Ausrüstungen für die Abscheidung des von einer Verbrennungsanlage erzeugten CO₂ im Hinblick auf seine geologische Speicherung gemäß dem Dekret vom 10. Juli 2013 über die geologische Speicherung von Kohlendioxid gilt für die Zwecke der Ziffern 2°, 3° und 4° des vorigen Absatzes nicht als Modernisierung."

Art. 3 - Artikel 30 desselben Erlasses wird durch folgenden Absatz ergänzt:

„Der Antrag auf eine Globalgenehmigung umfasst neben den im in Absatz 1 genannten Formular beantragten Auskünften ebenfalls die in Anlage XXXII genannten Informationen, wenn

1° eine neue thermische Stromerzeugungsanlage mit einer thermischen Gesamtleistung von mehr als 20 MW geplant wird;

2° eine vorhandene thermische Stromerzeugungsanlage mit einer thermischen Gesamtleistung von mehr als 20 MW erheblich modernisiert wird;

3° eine Industrieanlage mit einer thermischen Gesamtnennleistung von mehr als 20 MW, bei der Abwärme mit einem nutzbaren Temperaturniveau entsteht, geplant oder erheblich modernisiert wird;

4° ein neues Fernwärme- oder Fernkältenetz geplant wird, oder eine neue Energieerzeugungsanlage mit einer thermischen Gesamtnennleistung von mehr als 20 MW in einem bestehenden Fernwärme- oder Fernkältenetz geplant oder eine derartige bestehende Anlage erheblich modernisiert wird.

Eine erhebliche Modernisierung ist eine Modernisierung, deren Kosten mehr als 50 % der Investitionskosten für eine neue vergleichbare Anlage betragen. Der Einbau von Ausrüstungen für die Abscheidung des von einer Verbrennungsanlage erzeugten CO₂ im Hinblick auf seine geologische Speicherung gemäß dem Dekret vom 10. Juli 2013 über die geologische Speicherung von Kohlendioxid gilt für die Zwecke der Ziffern 2°, 3° und 4° des vorigen Absatzes nicht als Modernisierung.“

Art. 4 - In denselben Erlass wird eine Anlage XXXII eingefügt, die dem vorliegenden Erlass beigelegt wird.

Art. 5 - Die vor dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses eingereichten Genehmigungsanträge sowie die diesbetreffenden Verwaltungsbeschwerden werden gemäß dem Verfahren und den Regeln, die am Tag der Einreichung des Antrags gelten, bearbeitet.

Art. 6 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 19. Juni 2014

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Anlage

Anlage XXXII

Grundsätze der individuellen Kosten-Nutzen-Analyse

1. Beschreibung der Anlagen

Der Betreiber fügt seinem Genehmigungsantrag eine Kosten-Nutzen-Analyse bei. Diese besteht darin, zwei Szenarien, n.l. das ursprüngliche Projekt und die Referenzanlage (nach der nachstehenden Tabelle) anhand einer Finanzanalyse zu vergleichen, die auf den Begriffen des Nettogegenwartswerts (Net Present Value) und der internen Rentabilität basieren.

Geplante Anlagen	Referenzanlage
Eine thermische Stromerzeugungsanlage mit einer thermischen Gesamtleistung von mehr als 20 MW wird geplant	Die gleiche Anlage mit einer hocheffizienten Kraft-Wärme-Kopplung
Eine thermische Stromerzeugungsanlage mit einer thermischen Gesamtleistung von mehr als 20 MW wird erheblich modernisiert	Die gleiche Anlage mit einer hocheffizienten Kraft-Wärme-Kopplung
Eine Industrieanlage mit einer thermischen Gesamtnennleistung von mehr als 20 MW, bei der Abwärme mit einem nutzbaren Temperaturniveau entsteht, wird geplant oder erheblich modernisiert	Die gleiche Anlage, deren Abwärme benutzt wird, um auf eine wirtschaftlich gerechtfertigte Weise eine Nachfrage zu befriedigen, einschließlich durch KW-Kopplung, und der Anschluss dieser Anlage an ein Fernwärme- und Fernkältenetz
Ein neues Fernwärme- oder Fernkältenetz oder eine Energieerzeugungsanlage mit einer thermischen Gesamtnennleistung von mehr als 20 MW in einem bestehenden Fernwärme- oder Fernkältenetz wird geplant oder erheblich modernisiert	Das gleiche Netz, wobei es durch die Abwärme aus in der Nähe befindlichen Industrieanlagen versorgt wird

Wird die Errichtung einer reinen Stromerzeugungsanlage oder einer Anlage ohne Wärmerückgewinnung geplant, so wird die geplante Anlage oder die geplante Modernisierung mit einer gleichwertigen Anlage verglichen, bei der dieselbe Menge an Strom oder an Prozesswärme erzeugt, jedoch Abwärme rückgeführt und Wärme mittels hocheffizienter KWK und/oder Fernwärme- und Fernkältenetze abgegeben wird.

Die Analyse umfasst eine Beschreibung der geplanten Anlage und der Referenzanlage; sie gibt insbesondere Informationen über:

1° die elektrischen und thermischen Leistungen;

2° den Brennstofftyp;

3° die geplante Verwendung;

4° die geplante Anzahl der Betriebsstunden;

5° den Standort;

6° den Bedarf an Strom und Wärme (einschließlich des Bedarfs der beabsichtigten benachbarten Punkte); der in Betracht zu ziehende Höchstabstand für den Strom- und Wärmebedarf wird im Rahmen der Befriedigung einer wirtschaftlich gerechtfertigten Nachfrage bestimmt.

2. Berechnung

Die Analyse beruht auf einer Finanzanalyse, die Aufschluss über die tatsächlichen Cashflow-Transaktionen gibt, die sich aus den Investitionen und deren Betrieb ergeben.

Der Berechnungsgrundsatz lautet wie folgt:

$$\text{Nettogegenwartswert} = -I + \sum_{t=1}^n \frac{Ft}{(1+i)^t} + VR$$

Wobei

I = Investitionskosten

F = Cashflow, der sich aus der Investition ergibt

n = Lebensdauer des Projekts

i = Abzinsungssatz

VR = Restwert

Die interne Rentabilität des Projektes wird ebenfalls berechnet (sie annulliert den Nettogegenwartswert).

2.1. Zu berücksichtigende Parameter

Die Arbeitshypothesen werden auf technischer und wirtschaftlicher Ebene bestimmt.

Alle technischen Elemente, mittels deren die für die Analyse notwendigen Beträge berechnet werden können, sind darin angeführt, insbesondere:

1° die Primärleistung, die elektrische und die thermische Leistung;

2° der elektrische Wirkungsgrad und der Wärmewirkungsgrad;

3° der Eigenverbrauchsanteil;

4° die Anzahl jährlicher Betriebsstunden bei Volllast;

5° Netzverluste, Verteilungsverluste;

6° die wirtschaftliche Lebensdauer.

Die notwendigen technischen Elemente berücksichtigen insbesondere:

1° die Inflationsrate;

2° die Kosten und Kostenentwicklung für den wiederverkauften/selbstverbrauchten Strom, für die wiederverkaufte/selbstverbrauchte Wärme, für die Betriebsstoffe;

3° die Stromeinspeisungskosten;

4° der Nettoinvestitionswert, bei dem insbesondere die Kosten für Kunstbauwerke und Infrastrukturen, Systeme, Lagereinheiten, eventuelle wichtige Überholungen, die eventuellen Kosten in Verbindung mit der Versorgung einer Gebäudegruppe oder eines Stadtteils anhand eines Fernwärmenetzes, mit dem Netzanschluss, die Arbeits- und Planungskosten, die Zertifizierungskosten, die eventuellen finanziellen Beihilfen berücksichtigt werden;

5° die Geldflüsse in Verbindung mit der Investition, worunter:

a) die Einnahmen: Verkauf von Strom und Wärme, vermiedene Ausgaben (Selbstverbrauch), Hilfe für die Energieproduktion, CO²-Zertifikate, usw.;

b) operative Kosten: Wartung und Instandhaltung, Brennstoffe, Wärme- und Stromversorgung, usw.;

c) Steuerlasten;

d) Steuerersparnisse durch Amortisation;

6° der Restwert oder der Wiederverkaufswert der Anlage im Falle eines Wiederverkaufs oder einer Abtretung vor einer vollständigen Amortisierung.

2.2. Abzinsung

Die Geldflüsse werden anhand eines Abzinsungssatzes aktualisiert, der den gewichteten Durchschnittskosten des Kapitals entspricht.

Die gewichteten "post-tax" Durchschnittskosten des Kapitals (WACC) werden wie folgt berechnet:

$$\text{WACC} = g \cdot i \cdot (1-t) + (1-g) \cdot r$$

Wobei

g = Schuldenlast, und demnach 1-g = Gewicht des Eigenkapitals

i = Darlehenszinssatz

r = von den Aktionären erwarteter Ertrag

t = Steuersatz

Die Eigenkapitalkosten (r) setzen sich aus zwei Komponenten zusammen:

1° risikolose Rentabilität;

2° Risikoprämie in Verbindung mit dem Projekt.

$$r = r_f + \beta (r_m - r_f)$$

Wobei

r_f = risikofreie Rentabilität (OLO-Satz)

r_m = erwartete Rentabilität des Finanzmarkts (Aktienindex)

β = Messung des Gesellschaftsrisikos im Verhältnis zum Markt

Gegebenenfalls berücksichtigt der Investor die Steuerwirkung des fiktiven Zinsabzugs auf die Eigenkapitalkosten.

Der Investor weist nach, wie er den für die Szenarien gewählten Abzinsungssatz errechnet.

3. Bewertungskriterium

Auf der Grundlage dieser Analyse werden der Nettogegenwartswert und die interne Rentabilität beider Szenarien verglichen. Falls die Ergebnisse des Nettogegenwartswerts und der internen Rentabilität zu kontradiktorischen Investitionsmöglichkeiten führen, wird dem Kriterium des Nettogegenwartswerts den Vorrang gegeben.

Wenn die finanzielle Analyse des Projekts, für das eine Umweltgenehmigung oder eine Globalgenehmigung benötigt wird, weniger günstig ist als die von der Referenz gebotene Alternative, wird davon ausgegangen, dass die individuelle Kosten-Nutzen-Analyse für das Projekt ungünstig ist.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juni 2014 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und zur Einfügung der Anlage XXXII als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 19. Juni 2014

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/204440]

19 JUNI 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en tot invoeging van bijlage XXXII in bedoeld besluit

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, artikelen 17 en 83, gewijzigd bij de decreten van 19 september 2002 en 21 juni 2012;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen tot uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het advies nr. 2014/000984 van de autonome adviescel voor duurzame ontwikkeling, gegeven op 9 april 2014;

Gelet op het advies 56.322/4 van de Raad van State, gegeven van 4 juni 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Bij dit besluit wordt Richtlijn 2012/27/UE van het Europees Parlement en de Raad van 25 oktober 2012 betreffende energie-efficiëntie, tot wijziging van Richtlijnen 2009/125/EG en 2010/30/EU en houdende intrekking van de Richtlijnen 2004/8/EG en 2006/32/EG gedeeltelijk omgezet.

Art. 2. Artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 februari 2014, wordt aangevuld met het volgende lid :

“De milieuvergunningsaanvraag bevat naast de verzochte inlichtingen in het formulier bedoeld in het eerste lid de informatie vermeld in bijlage XXXII wanneer :

1^o een nieuwe installatie van thermische elektriciteitsopwekking met een totaal thermisch inputvermogen van meer dan 20 MW wordt gepland;

2^o een bestaande installatie van thermische elektriciteitsopwekking met een totaal thermisch inputvermogen van meer dan 20 MW ingrijpend gerenoveerd wordt;

3^o een industriële installatie met een totaal thermisch inputvermogen van meer dan 20 MW die afvalwarmte op een bruikbare temperatuur genereert, gepland wordt of ingrijpend gerenoveerd wordt;

4^o een nieuw stadsverwarmings- of koelingsnetwerk gepland wordt, of indien in een bestaand stadsverwarmings- of koelingsnetwerk een nieuwe energieproductie-installatie met een totaal thermisch inputvermogen van meer dan 20 MW gepland wordt, of een dergelijke bestaande installatie ingrijpend gerenoveerd wordt.

De ingrijpende renovatie is een renovatie waarvan de kosten hoger liggen dan 50 % van de investeringskosten voor een nieuwe vergelijkbare eenheid.

Het aanbrengen van voorzieningen voor de afvang van door een verbrandingsinstallatie geproduceerde koolstofdioxide met het oog op geologische opslag, als bepaald in het decreet van 10 juli 2013 betreffende de geologische opslag van kooldioxide, wordt niet beschouwd als renovatie in de zin van de punten 2^o, 3^o en 4^o van het vorige lid.”

Art. 3. Artikel 30 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met het volgend lid :

“De globale vergunningsaanvraag bevat naast de verzochte inlichtingen in het formulier bedoeld in het eerste lid de informatie vermeld in bijlage XXXII wanneer :

1^o een nieuwe installatie van thermische elektriciteitsopwekking met een totaal thermisch vermogen hoger dan 20 MW wordt gepland;

2^o een bestaande installatie van thermische elektriciteitsopwekking met een totaal thermisch vermogen hoger dan 20 MW ingrijpend gerenoveerd wordt;

3° een industriële installatie met een totaal thermisch inputvermogen van meer dan 20 MW die afvalwarmte op een bruikbare temperatuur genereert, gepland wordt of ingrijpend gerenoveerd wordt;

4° een nieuw stadsverwarmings- of koelingsnetwerk gepland wordt, of indien in een bestaand stadsverwarmings- of koelingsnetwerk een nieuwe energieproductie-installatie met een totaal thermisch inputvermogen van meer dan 20 MW gepland wordt, of een dergelijke bestaande installatie ingrijpend gerenoveerd wordt.

De ingrijpende renovatie is een renovatie waarvan de kosten hoger liggen dan 50 % van de investeringskosten voor een nieuwe vergelijkbare eenheid. Het aanbrengen van voorzieningen voor de afvang van door een verbrandingsinstallatie geproduceerde koolstofdioxide met het oog op geologische opslag, als bepaald in het decreet van 10 juli 2013 betreffende de geologische opslag van kooldioxide, wordt niet beschouwd als renovatie in de zin van de punten 2°, 3° en 4° van het vorige lid.”

Art. 4. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een bijlage XXXII die als bijlage bij dit besluit gaat.

Art. 5. De vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit ingediende vergunningsaanvragen alsmede de desbetreffende administratieve beroepen worden behandeld volgens de regels en de procedure van kracht op de datum van indiening van de aanvraag.

Art. 6. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 juni 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

Bijlage

Bijlage XXXII

Principe van de individuele kosten-batenanalyse

1. Beschrijving van de installaties

Bij zijn vergunningsaanvraag voegt de exploitant een kosten-batenanalyse. Bedoelde analyse bestaat erin beide scenario's te vergelijken : het oorspronkelijke project en de referentie-installatie (volgens de hierna vermelde tabel) aan de hand van een financiële analyse gegrond op de begrippen van netto contante waarde (NCW) en van interne rentevoet (IRV).

Geplande installaties	Referentie-installaties
Een installatie van thermische elektriciteitsopwekking met een totaal thermisch vermogen hoger dan 20 MW wordt gepland	Dezelfde installatie werkt in een hoogrenderende warmtekrachtkoppelingsmodus
Een installatie van thermische elektriciteitsopwekking met een totaal thermisch vermogen hoger dan 20 MW wordt ingrijpend gerenoveerd;	Dezelfde installatie werkt in een hoogrenderende warmtekrachtkoppelingsmodus
Een industriële installatie met een totaal thermisch inputvermogen van meer dan 20 MW die afvalwarmte op een bruikbare temperatuur genereert, wordt gepland of wordt ingrijpend gerenoveerd	Dezelfde installatie waarvan de afvalwarmte gevaloriseerd wordt om te voldoen aan een economisch aantoonbare vraag, onder meer door warmtekrachtkoppeling, en de aansluiting van die installatie op een stadsverwarming en -koelingsnetwerk
Een stadsverwarmings- of koelingsnetwerk wordt gepland, of een energieproductie-installatie met een totaal thermisch inputvermogen van meer dan 20 MW in een bestaand stadsverwarmings- of koelingsnetwerk wordt gepland of wordt ingrijpend gerenoveerd	Hetzelfde netwerk bediend door een benutting van de afvalwarmte uit nabijgelegen industriële installaties

Indien een installatie voor de productie van alleen elektriciteit of een installatie zonder warmteterugwinning is gepland, wordt een vergelijking gemaakt tussen de geplande installatie of de geplande renovatie en een gelijkwaardige installatie die dezelfde hoeveelheid elektriciteit of proceswarmte produceert, maar de afvalwarmte terugwint en warmte levert door middel van hoogrenderende warmtekrachtkoppeling en/of stadsverwarmings- en -koelingsnetten.

De analyse bevat een beschrijving van de geplande installatie en van de referentie-installatie; ze vermeldt met name :

- 1° het elektrisch en het thermisch vermogen;
- 2° de soorten brandstoffen;
- 3° het geplande gebruik;
- 4° het aantal geplande bedrijfsuren;
- 5° de ligging;

6° de vraag naar elektriciteit en warmte (met inbegrip van de vraag naar de overwogen nabije punten), de maximale afstand waarmee rekening moet worden gehouden voor de vragen naar elektriciteit en warmte, wordt bepaald naar gelang van een economisch aantoonbare vraag.

2. Berekening

De analyse rust op een financiële analyse waarin de werkelijke cashflowtransacties uit investeringen en uit hun uitbating worden weergegeven.

Het berekeningsprincipe is het volgende :

$$VAN = -I + \sum_{t=1}^n \frac{Ft}{(1+i)^t} + VR$$

waarbij :

I = Bedrag van de investering

F = Cash voortgebracht door de investering

n = levensduur van het project

i = discontopercentage

VR = restwaarde

De interne rentevoet van het project wordt ook berekend (voet die de NCW annuleert).

2.1. In aanmerking te nemen parameters.

De werkhypothesen worden op technisch en economisch gebied bepaald. Alle technische elementen waarmee de voor de analyse nodige bedragen kunnen worden berekend, zijn inbegrepen, waar

1° het primair, thermisch en elektrisch vermogen;

2° elektrisch, thermisch vermogen;

3° gedeelte van het eigen verbruik;

4° aantal jaarlijks werkingsuren bij volle belasting;

5° netwerkverliezen, distributieverliezen;

6° de economische levensduur.

De nodige economische elementen houden met name rekening met :

1° het inflatiepercentage;

2° de kosten en de ontwikkeling van de weer verkochte/voor eigen verbruik aangewende elektriciteit, van de weer verkochte/voor eigen verbruik aangewende warmte, van de inputs;

3° de kosten van de stroominvoer;

4° het netto-investeringsbedrag, dat met name rekening houdt met de kosten van de civiele bouwkunde en de infrastructures, de systemen, de opslageenheden, de eventuele belangrijke herstellen, de eventuele kosten gebonden aan de bediening door een warmtenetwerk van een geheel van gebouwen en van een gedeelte van de stad, de aansluiting op het netwerk, de arbeidskrachten en het onderzoek, de certificeringskosten, de eventuele financiële tegemoetkomingen;

5° de cashflowtransacties uit investeringen, waaronder :

a) de winsten : verkopen van elektriciteit en warmte, vermeden uitgaven (eigen verbruik), steun voor de energieproductie, CO²-winst, enz.;

b) de operationele kosten; onderhoud- en instandhoudingskosten, kosten van de brandstoffen, de kosten voor de warmte- en elektriciteitsvoorziening, enz.;

c) de fiscale lasten;

d) de fiscale besparingen door afschrijving;

6° de restwaarden of de wederverkoopwaarde van de installatie, in geval van wederverkoop of overdracht vóór volledige afschrijving.

2.2. Actualisering

De cashflowtransacties worden aan de hand van een discontopercentage dat als de gemiddelde kapitaalkostenvoet wordt bepaald, geactualiseerd.

De "post-tax" gemiddelde kapitaalkostenvoet (of WACC) heeft de volgende formule :

$$WACC = g*i*(1-t) + (1-g)*r$$

waarbij:

g = gewicht van de schulden en dus 1-g = gewicht van de eigen fondsen

i = leningspercentage

r = return verwacht door de aandeelhouders

t = belastingtarief

De kosten van de eigen kosten (r) bestaan uit 2 delen :

1° het rendementspercentage zonder risico;

2° de premie voor het risico gebonden aan het project.

$$r = rf* + \beta (rm - rf)$$

waarbij:

rf = rendementspercentage zonder risico (OLO-percentage);

rm = verwacht rendement van de financiële markt (beursindex)

β = meting van het risico voor de maatschappij ten opzichte van de markt

In voorkomend geval houdt de investeerder rekening met de fiscale impact van de notionele-interestaf trek op de kosten van de eigen fondsen.

De investeerder bewijst hoe hij het de voor de scenario's gekozen discontopercentage bereikt.

3. Beoordelingscriteria.

Op grond van die analyse worden de NCW en de IRV van beide scenario's vergeleken. Als de resultaten van de VAN en IRV tot tegenstrijdige investeringsopportuniteiten leiden, wordt voorrang gegeven aan het criterium van de VAN.

Als de financiële analyse van het project waarvoor een milieuvergunning of een globale vergunning vereist wordt, minder gunstig is dan het door de referentie voorgestelde alternatief, wordt het resultaat van de individuele kosten-batenanalyse als ongunstig voor het project geacht.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 juni 2014 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en tot invoeging in bedoeld besluit van bijlage XXXII.

Namen, 19 juni 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

[C - 2014/14246]

Mobiliteit en Verkeersveiligheid Erkenning van scholen voor het besturen van motorvoertuigen

Bij toepassing van het koninklijk besluit van 11 mei 2004, tot vaststelling van de voorwaarden voor erkenning van scholen voor het besturen van motorvoertuigen, heeft de Directeur-generaal, a.i. van Wegvervoer en Verkeersveiligheid de volgende exploitatievergunning van twee bijkomende vestigingseenheden en de goedkeuring van 3 oefenterreinen afgeleverd :

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[C - 2014/14246]

Mobilité et Sécurité routière Agrément des écoles de conduite de véhicules à moteur

Par application de l'arrêté royal du 11 mai 2004, relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite de véhicules à moteur, le Directeur-général, a.i. du Transport routier et de la Sécurité Routière a délivré l'autorisation d'exploiter deux unités d'établissement supplémentaires, et l'approbation de 3 terrains d'entraînement ci-après :

Erkenning van de rijsschool Agrément de l'école de conduite			
Erkenningsnummer van de rijsschool	Erkenningsdatum	Naam en adres van de maatschappelijke zetel van de rijsschool	Commerciële naam van de rijsschool
Numéro d'agrément de l'école de conduite	Date de l'agrément	Nom et adresse du siège social de l'école de conduite	Dénomination commerciale de l'école de conduite
2605	18/06/2008	Auto-école Bara Route de Charleroi 22 6140 Fontaine-l'Évêque	Auto-école Bara

Exploitatievergunningen van vestigingseenheden voor de rijsschool Autorisations d'exploitation d'unité d'établissement pour l'auto-école			
Stamnummer van de vestigingseenheid	Datum van de exploitatievergunning van de vestigingseenheid	Adres van het voor de administratie bestemde lokaal	Adres van het leslokaal
Numéro de matricule de l'unité d'établissement	Date de l'autorisation d'exploiter l'unité d'établissement	Adresse du local destiné à l'administration	Adresse du local de cours
2605/33	31/01/2014	Avenue de France 7 6900 Marche-en-Famenne	Avenue de France 7 6900 Marche-en-Famenne
2605/34	31/01/2014	Rue du Midi 157-159 1000 Bruxelles	Rue du Midi 157-159 1000 Bruxelles
Datum van de wijziging Date de la modification			31/01/2014